

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44621204 ; 0680639525, Sites : [http:// www.mmf-France.fr](http://www.mmf-France.fr) ; <http://www.marchemondiale.org>.

SOMMAIRE

- 1 - Travailleurs, travailleuses sans-papier en grève, rassemblement
 - 2 - Solidarités avec les femmes d'Hassi Messaoud
 - * Appel à l'aide aux femmes d'Hassi-Messaoud -Solidarité, mobilisation ! - MMF France
 - * Pétition
 - * Halte à la " fatalité" de la terreur à l'encontre des femmes !
 - * Article de l'Express
 - * Le cauchemar des femmes lynchées d'El Haïcha : un film et un livre - Par Anis Allik
 - * Non au lynchage des femmes, non à l'aminstie nationale ! - Communiqué IFE
 - 3 - Le Vatican, de très mauvaise foi, attribue ses violences aux homosexuels - Act Up
 - 4 - A quelques semaines de l'Idaho, la hiérarchie catholique s'enfonce dans la haine homophobe ! - Centre LGBT Paris I-d-F
 - 5 - Halte aux stigmatisations homophobes - Communiqué PS
 - 6 Mix-Cité Rennes ; appel à témoignages : « Et toi, ça s'est passé comment, quand tu l'as dit ? »
 - 7 - Femmes Égalité organise une tournée en France
 - 8 - Colloque : Quarante ans de pratiques féministes en Île-de-France
 - 9 - N° 2 du magazine "Les Poupées en Pantalon"
 - 10 - Soirée-gala au Cabaret Sauvage : "La Méditerranée des Femmes"
-

MOBILISATIONS

1 - Rassemblement sur la place de l'Hôtel de Ville à Paris

Samedi 17 avril 2010 - 14h à 17h

Tous ensemble avec les travailleurs et travailleuses sans papiers en grève !

Le 15 avril 2008, 300 travailleurs-euses sans papiers avec la CGT, l'association Droits Devant et l'organisation Femmes Egalité, déclenchaient la première vague de grèves, qui allait permettre 2800 régularisations.

Depuis le 12 octobre 2009, plus de 6000 salarié-es sont à leur tour en grève pour obtenir avec 11 organisations et associations (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, Ligue des Droits de l'Homme, Cimade, RESF, Autremonde, Femmes Egalité, Droits Devant) des critères objectifs de régularisation et en finir avec l'arbitraire préfectoral.

Nous ne voulons plus de salarié-es sans droits dans les entreprises de notre pays ! Nous ne voulons plus de salarié-es contraint-es au travail « au noir » !

Ce conflit est un conflit du travail. Les 11 organisations exigent d'être reçues par le Ministère du travail. Délégués des grévistes sans papiers, responsables syndicaux, militants associatifs, personnalités du monde du spectacle, interviendront lors de ce rassemblement.

TEXTES

2 - Solidarités avec les femmes d'Hassi Messaoud

*** Appel à l'aide aux femmes d'Hassi-Messaoud - Solidarité, mobilisation ! - MMF France**

Suite à la connaissance que nous avons eu de nouvelles violences faites aux femmes travaillant à Hassi-Messaoud en Algérie, nous vous retransmettons ce mail à envoyer de toute urgence.

Par ailleurs, nous avons fait savoir aux associations qui ont retransmis l'information que nous aimerions faire plus, et proposé un rassemblement à l'ambassade d'Algérie, et, si possible, devant tous les consulats en France.

Une réunion des associations de femmes en Algérie étant prévu ce dimanche, nous attendons de leurs nouvelles afin, si possible, de se mobiliser le même jour qu'elles, partout où cela sera possible, avec toutes les associations qui le voudront.

Lettre à envoyer par courrier ou par mail à :

Madame Rashida Manjoo, Rapporteuse spéciale sur les violences faites aux femmes, OHCHR-UNO, 8-14 Avenue de la Paix, 1211 Geneva 10, Switzerland , mail : vaw@ohchr.org

Madame,

Je tiens à vous alerter des faits extrêmement graves qui ont lieu actuellement dans la ville de Hassi-Messaoud, base pétrolière du sud algérien.

Depuis plus de 2 mois, des femmes, venues des 4 coins du pays afin de subvenir aux besoins de leurs familles travaillant dans les bases pétrolifères, se font agresser régulièrement la nuit. Elles sont violées, torturées, brûlées vives. Leurs maisons sont saccagées et pillées par des hommes armés de gourdins, de haches, de couteaux, leurs têtes encagoulées ou même, à visages découverts. La plupart du temps, les femmes ont beau hurler, aucun voisin ne leur vient en aide. Lorsqu'elles se rendent au commissariat, elles doivent supplier pour que leurs plaintes soient enregistrées par des policiers méprisants. Ces crimes ne sont jamais poursuivis en justice.

Nous savons aussi que des meurtres ont eu lieu. Il y a une dizaine de jours une femme a été brûlée vive et se trouve actuellement dans le coma à l'hôpital de Ouargla.

Dans la nuit du dimanche 12 avril, les agressions ont redoublé. Les femmes que nous avons eu au téléphone parlent d'un imam qui aurait incité les hommes à passer à l'acte.

Ces crimes sont la conséquence directe de la tragédie du 13 juillet 2001 dont il est important de rappeler les faits : plus d'une centaine de femmes furent violées, torturées et enterrées vivantes par 400 à 500 hommes. Sur cette foule ayant commis ce pogrom, seuls vingt-neuf hommes ont été accusés. De ce nombre, 3 hommes seulement ont réellement purgé des peines. Les autres ont été condamnés par contumace ou encore, innocentés !

Aujourd'hui, dans cette atmosphère où l'impunité fait loi, les femmes sauvagement agressées ne savent plus vers qui se tourner. Devant la non-assistance des pouvoirs publics, nous vous prions d'intervenir de toute urgence auprès du gouvernement algérien afin qu'il assure la sécurité et l'assistance légitimes de toutes ces citoyennes algériennes.

Veuillez agréer, Madame la Rapporteuse spéciale, l'expression de nos sentiments les meilleurs
SIGNATURE

*** Pétition :** De plus, une pétition circule déjà sur le site : <http://figuesbarbares.blogspot.com/>

*** Halte à la " fatalité" de la terreur à l'encontre des femmes !**

La constitution Algérienne consacre la sécurité des citoyennes et des citoyens. L'Algérie a ratifié la Convention sur l'Élimination de la Discrimination à l'égard des Femmes, la Convention Contre la Torture et Autres Peines et Traitements Cruels ou Déggradants, la Déclaration sur l'Élimination des Violences Faites aux Femmes.

Au nom de ces principes, nous, associations, ligues et défenseurs des droits humains sommes profondément choqués par la nouvelle tragédie vécue par des femmes venues de différentes régions d'Algérie travaillant et vivant dans des habitations précaires à Hassi Messaoud, une des villes les plus sécurisées du pays.

Le martyr qu'elles viennent de subir est la répétition macabre des événements de 2001. Un sinistre 13 juillet 2001, une horde de 300 hommes armés attaquent une centaine de femmes et leur font subir les pires atrocités - un véritable lynchage - dans le quartier d'El Haicha à Hassi Messaoud.

Nous tenons d'abord à exprimer à ces nouvelles victimes notre solidarité, notre indignation et notre émotion face aux actes barbares que des criminels déchainés commettent sans répit en venant et revenant plusieurs nuits de suite, depuis quelques semaines, sur les lieux de leurs forfaits.

Juillet 2001.....Mars 2010 : Même lieu. Mêmes agressions. Même type d'agresseurs lâches et cyniques provoquant des actes méticuleusement organisés, donc mûrement prémédités sinon commandités. Même type de scénario d'horreur où les criminels regroupés et encagoulés terrorisent chacune des victimes parce que isolées et sans défense. Même type de violences extrêmes où la rapine, les injures et la torture visent à humilier et à réduire à néant les femmes en tant que telles. Même volonté par la valeur exemplaire de tels actes de terreur de dissuader toutes les femmes d'exercer librement leur droit au travail où que ce soit sur le territoire national et de les punir parce qu'elles vivent seules.

Au-delà du constat horrifié, de la condamnation des criminels et de la compassion pour les victimes, nous tenons aussi à souligner le caractère particulier de ces expéditions punitives qui rappellent étrangement non seulement les événements de 2001 mais aussi toutes les autres agressions depuis vingt ans dans différentes régions d'Algérie (Ouargla, Remchi, Bordj, Tebessa...). Elles rappellent étrangement, hélas, les viols collectifs des femmes par les terroristes, ce crime contre l'humanité, tâche noire qui a mis en péril notre avenir et celui de toute la société. Il s'agit donc d'une violence systématisée, construite, structurelle, orchestrée, autant d'éléments de gravité supplémentaire.

En effet, cette répétition et continuité d'actes odieux à l'encontre des femmes qui semblent se perpétuer comme une 'fatalité' n'est possible que parce qu'en 2001 le traitement de l'affaire de Hassi Messaoud s'est réduit à une parodie de justice reléguant cette tragédie au rang de vulgaire fait divers.

Cette répétition et continuité d'actes intolérables n'est possible que par la complicité et le silence non seulement des institutions et des autorités locales mais aussi le laxisme de la société. D'ailleurs l'absence de réaction citoyenne et de médiatisation de cet événement est frappante et inquiétante. Cette répétition et continuité de crimes contre l'humanité n'est possible que par l'impunité dont bénéficient les agresseurs contre les femmes. Cette répétition et continuité de violation des droits de la personne humaine n'est rendue possible que par l'absence de l'État et des institutions censés protéger les citoyennes et les citoyens. Est-ce que cela signifie qu'aucune femme ne peut se sentir en sécurité dans son propre pays et qu'aucun citoyen n'est protégé par la loi ?

C'est pourquoi, encore une fois, nous dénonçons avec force ces crimes et interpellons les pouvoirs publics pour qu'ils réagissent en urgence en assurant la protection de ces femmes victimes encore sous le coup de la menace quotidienne, et leur prise en charge globale (médicale psychologique, sociale et juridique). Nous sommes déterminés à soutenir toutes ces femmes victimes d'agressions inacceptables.

Signataires : Réseau Wassila, ADPDF (Association pour la défense et protection des droits des femmes), AEF (Association pour l'émancipation des femmes), APF (Association du

planning familial), ANADDE, ATUSTEP, Amusnaw, AVIFE (Association d'Aide aux Victimes de Violence Femmes et Enfants), CIDDEF (Centre d'Information et de Documentation /Droits des Femmes et des Enfants), Collectif des Femmes du Printemps Noir, Djazairouna, FEC (Femmes en Communication), Femmes PLD, LADDH Ligue Algérienne de Défense des Droits des Hommes), LADH (Ligue Algérienne des Droits des Hommes), RACHDA, SOS Femmes en Détresse, Tharwa Fatma N'Sumer, Fatiha Mamora et Rahmouna (deux femmes victimes des attaques de 2001 à Hassi Messaoud)

*** Violences à l'égard des femmes à Hassi Messaoud - Par Salima Tlemçani - El Watan - 15 avril 2010**

Dans une lettre ouverte adressée au wali d'Alger, douze femmes victimes de violences à Hassi Messaoud, interpellent le premier responsable de la wilaya de Ouargla, dont dépend la ville de Hassi Messaoud où elles ont fait l'objet d'agression.

Les signataires indiquent qu'«en raison de l'absence de sécurité, chaque soir, des jeunes armés de couteaux, barres de fer, sabres et bâtons attaquent leurs domiciles pour voler tout ce qui a de la valeur avant de les humilier et de les tabasser ». De ce fait, elles appellent le wali à « prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des citoyennes de Hassi Messaoud et celle de leurs biens ». Parallèlement, plusieurs associations ont condamné hier ces violences et interpellé aussi les autorités sur ce qu'elles qualifient de «graves dérive ». Dans un communiqué commun signé à l'issue d'une réunion tenue à Alger mardi dernier en fin de journée, les représentants du réseau Wassila, de l'Association pour la défense et la protection des droits des femmes (ADPDF), de l'Association pour l'émancipation des femmes (AEF), de l'Association du planning familial (APF), de l'Anadde, de l'Atustep, d'Amusnaw, de l'Association d'aide aux victimes de violences femmes et enfants (Avife), du Centre d'information et de documentation des droits des femmes et des enfants (Ciddef), du Collectif des femmes du printemps noir, de l'association Djazairouna, de Femmes en communication (FEC), des femmes du PLD, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), des associations Rachda, SOS Femmes en détresse, Tharwa Fatma N'sumer, ainsi que deux victimes des attaques de 2001, à El Haïcha (un quartier de Hassi Messaoud) Fatiha Mamora et Rahmouna, ont déclaré être « profondément choqués par la nouvelle tragédie vécue par des femmes venues de différentes régions d'Algérie travaillant et vivant dans des habitations précaires à Hassi Messaoud, une des villes les plus sécurisées du pays ». Et de préciser que « le martyr qu'elles viennent de subir est la répétition macabre des événements de 2001 », lorsqu'une horde de 300 hommes avait attaqué une centaine de femmes à El Haïcha, leur faisant subir les pires atrocités.

Tout en réaffirmant leur « entière solidarité » aux victimes, les représentants du mouvement associatif ont exprimé leur « indignation et émotion face aux actes barbares que des criminels déchaînés commettent sans répit en venant et revenant plusieurs nuits de suite, depuis quelques semaines, sur les lieux de leurs forfaits (...). Des attaques relevant du même type d'agresseurs lâches et cyniques, provoquant des actes méticuleusement organisés, donc mûrement prémédités sinon commandités. Le même type de scénario d'horreur aussi où les criminels regroupés et encagoulés terrorisent chacune des victimes parce qu'elles sont isolées et sans défense. Encore le même type de violences extrêmes où la rapine, les injures et la torture visent à humilier et à réduire à néant les femmes parce qu'elles sont femmes. Et enfin, la même volonté, via de tels actes de terreur, de dissuader toutes les femmes d'exercer librement leur droit au travail, où que ce soit sur le territoire national, et de les punir parce qu'elles vivent seules ». Selon les signataires, ces attaques « rappellent étrangement les viols collectifs des femmes par les terroristes, ce crime contre l'humanité, tache noire qui a mis en péril notre avenir et celui de toute la société ». Et d'indiquer que « cette répétition et continuité d'actes intolérables n'est possible que par la

complicité et le silence, non seulement des institutions et des autorités locales, mais aussi le laxisme de la société. D'ailleurs, l'absence de réactions citoyennes et de médiatisation de cet événement est frappante et inquiétante ». En conclusion, les associations ont appelé les pouvoirs publics à « assurer la protection de ces femmes victimes, encore sous le coup de la menace quotidienne » et à leur garantir « une prise en charge globale (médicale, psychologique, sociale et juridique) ».

* Article de l'Express

Le quotidien algérien El Watan publie une tribune ce jeudi 15 avril dans laquelle douze femmes de la ville de Hassi Messaoud réclament de pouvoir vivre en paix. La présidente de SOS Femmes en détresse raconte leur calvaire quotidien. Meriem Belala est la présidente de l'association SOS Femmes en détresse. C'est elle qui reçu deux appels en provenance d'hassi-messaoud, cette ville du sud algérien en proie une volonte politique de nuire aux femmes algeriennes, une violence anti-femmes hors du commun et que les autorités refusent de voir. Elle rapporte dans nos colonnes le témoignage de ces femmes qui vivent seules et n'ont personne pour défendre leur honneur, quand leur seul tort est de ne pas vivre sous la tutelle d'un homme.

Le journal algérien El Watan a publié samedi 10 avril un reportage témoignant des atrocités que subissent quotidiennement les femmes de la ville d'Hassi Messaoud. Ces femmes vous ont-elles contactées ? : Bien sûr. J'ai reçu un premier appel aux alentours du 4 avril. C'est à cette période que les hommes ont intensifié leurs raids dans la ville. La personne au bout du fil était la sœur d'une des victimes, battue, violentée, et totalement dépossédée de tous ses biens. Elle avait fui Hassi Messaoud et craignait d'être licenciée si elle ne retournait pas travailler. La sœur m'a confié être terrorisée et vivre dans une insécurité totale. Elle avait l'impression de revivre le cauchemar des femmes lynchées d'el-haïcha, le même drame qu'en 2001.

Et le second appel ? : Il est venu de la jeune femme qui a été agressée. Elle m'a raconté ce qui s'est passé. Les hommes étaient une dizaine. Ils ont cassé la première porte blindée, puis la seconde. Elle a entendu comme une déflagration. Puis ils ont bondi sur elle. Ils portaient tous des cagoules afin de ne pas se faire reconnaître par leurs victimes. Ils ne parlaient pas non plus entre eux, de peur que leurs voix ne les trahissent. Ils étaient armés de couteaux de bouchers. Ils ont tout pris dans sa maison, des appareils électroménagers jusqu'aux bagues qu'elle portait aux doigts. Ils ont voulu la violer, mais elle a réussi à crier, à appeler sa sœur, il y a eu un mouvement de panique et ils se sont enfuis. Traumatisée, dans un état second, elle s'est réfugiée chez sa sœur, est restée couchée plusieurs jours. Sa voix était quasi-inaudible.

* Le cauchemar des femmes lynchées d'El Haïcha : un film et un livre - Par Anis Allik

Près d'un site pétrolier du Sahara, une centaine d'hommes lynchent un groupe de travailleuses, à la suite du prêche virulent d'un imam. Rencontre avec deux victimes qui, bravant les tabous, témoignent dans un livre-document. Un deux-pièces, quelque part près d'Oran, dans le nord-ouest de l'Algérie. Trois femmes sont assises dans un obscur petit salon, où flotte une odeur de soupe et de détergent. Un épais foulard sur les cheveux, la maîtresse des lieux débarrasse la table du midi et sert le café avec raideur. Oranaise de souche, mère divorcée, Rahmouna, aujourd'hui âgée de 44 ans, a travaillé pendant cinq ans comme femme de ménage et cuisinière à proximité du chantier pétrolier de Hassi Messaoud, une ville perdue dans le désert algérien. Avec Fatiha, une amie proche âgée de 35 ans, elle y a mené une rude vie d'ouvrière. Des centaines de femmes vivaient là-bas, à la recherche d'un salaire décent. Elles y ont vécu un cauchemar.

Cette nuit du 12 au 13 juillet 2001, Rahmouna et Fatiha étaient chez elles, comme chaque soir, dans leurs maisons du bidonville d'El Haïcha, près de Hassi Messaoud. Dans cette favela saharienne au toponyme horriblement prédestiné (El Haïcha veut dire "bête sauvage" en arabe algérien), elles

vont connaître l'horreur. Avec 36 autres femmes, elles sont la proie de criminels déchaînés. Un imam intégriste leur avait mis dans la tête que toute femme travaillant et vivant seule, "portant hijab ou pas", ne pouvait être qu'une prostituée et une menace pour la sérénité de la communauté. Pendant près de cinq heures, aux cris d'"Allah Akbar" et d'appel au "djihad", elles sont tabassées, injuriées, violées, souillées et mutilées par une horde de voyous "talibanisés". Ils commettent l'innommable.

Comédienne et militante féministe, Nadia Kaci a suivi leur combat et publie ce mois-ci en France leur témoignage (1). L'épisode atroce est connu en Algérie et déjà fait l'objet d'un film (2). Mais l'originalité du livre tient au récit mené à la première personne : le drame est raconté "de l'intérieur", par deux survivantes. Neuf ans après, l'horreur est intacte. Les assaillants étaient une centaine, explique Rahmouna: "Ils m'ont lacéré les cuisses et le ventre. Tout mon être et tous mes membres étaient en sang. Ils étaient plusieurs sur moi." Fatiha intervient: "L'un d'eux, un monstre, m'a jetée sur son épaule comme une bête d'abattoir et traînée jusqu'au cimetière proche pour me violer, en menaçant de m'égorger avec un morceau de ferraille." Ce soir-là, conclut Nadia Kaci, l'une et l'autre sont "laissées pour mortes". Depuis lors, beaucoup des survivantes vivent dans le silence et la honte. Elles craignent les repréailles et restent victimes de l'opprobre social. Rahmouna et Fatiha auraient pu retourner à l'existence auxquelles elles semblent destinées - celle typique des filles de condition modeste, privées d'enfance, sorties de l'école avant l'âge, jetées dans l'univers violent des mères répudiées et rendues coupables de mariages ratés. Il en sera autrement.

Raconter le calvaire : Rahmouna et Fatiha refusent de baisser les bras. Dans la douleur, bravant le mépris et l'ignorance, elles font le tour des tribunaux autour de Hassi Messaoud et racontent leur calvaire afin de confondre les auteurs du crime et leurs complices. Pour rappeler à la bonne société, aussi, qu'elles ne sont "ni des prostituées ni des femelles dépravées", mais des victimes d'individus "imbéciles et barbares".

A l'issue d'un procès, en 2004, trois hommes sont condamnés à des peines de prison - huit, six et trois ans respectivement - tandis que six autres sont acquittés. "Surtout, précisent-elles, 20 condamnations à vingt ans, 4 à dix ans et une à cinq ans l'ont été par contumace". Ces coupables-là courent toujours. Rahmouna et Fatiha craignent chaque jour d'en croiser un dans la rue. Elles cherchent à tourner la page, sans pour autant oublier : "Nous avons refusé d'être sacrifiées une deuxième fois, disent-elles. C'est l'essentiel." Ces dernières années, Fatiha a épousé un ancien collègue de travail qui l'a soutenue dans son épreuve. Cette union lui a permis de se réconcilier avec ses parents, qui ne voulaient plus entendre parler d'elle. Rahmouna, elle, regrette de ne pas avoir pu revoir son frère aîné avant la mort de celui-ci. Il l'accusait d'avoir sali la réputation de la famille. Elle aurait tant voulu lui expliquer...

(1) *Laissées pour mortes, témoignages recueillis par Nadia Kaci. Editions Max Milo, 2010.*

(2) *Vivantes, long-métrage de Said Ould Khelifa sorti en Algérie en 2008.*

*** Non au lynchage des femmes, non à l'amnistie nationale ! - Communiqué IFE**

Nous sommes révoltées devant la folie meurtrière des intégristes islamistes qui a fait une nouvelle fois rage dans le quartier « d'El Haicha » à Hassi-Messaoud ville pétrolière du Sud de l'Algérie. Nous n'avons pas oublié la nuit funèbre du 13 juillet 2001 au cours de laquelle près de cinquante femmes ont vécu le martyre dans ce même quartier. En effet, cette nuit-là, plusieurs centaines d'individus déchaînés, suite au prêche d'un imam, s'étaient armés de matraques, de couteaux et de sabres pour s'attaquer aux travailleuses et à leurs enfants.

Jusqu'où ira la barbarie ? Près de dix ans après l'expédition punitive de 2001, le scénario de l'horreur se reproduit encore ! A nouveau le sabre, le couteau, la hache et le bâton contre des femmes sans défense. Elles sont agressées, torturées, violées, assassinées. Depuis plusieurs

semaines, le terrorisme fait de nouveau rage et les femmes, toujours et encore elles sont les boucs émissaires d'agresseurs qui tentent d'imposer leur ordre à la société.

Malgré les dépôts de plainte au commissariat, la police s'est figée dans une inertie totale. Les plaintes sont classées sans suite. Aucune mesure n'est prise pour juguler le climat de violence. Dans cette zone sous haute protection, cela signifie-t-il qu'aux yeux des pouvoirs publics algériens la sécurité des bases pétrolières est plus précieuse que les vies humaines !!

Evidemment, cette situation gravissime est le corollaire de toutes les dérives scandaleusement baptisées «rahma», «concorde civile», «réconciliation nationale», mais qui en fait, au nom de « l'amnistie nationale » banalisent voire légalisent le crime, le viol, le kidnapping et menacent l'avenir de l'Algérie sur l'autel du compromis avec l'islamisme politique.

Ces dispositifs n'ont jamais assuré la protection des victimes de la terreur islamiste, elles n'ont pas rendu justice aux familles des victimes, ni aux victimes elles-mêmes et en particulier les survivantes des massacres de HASSI MESSAOUD. Au contraire, ce sont les victimes qui doivent se cacher, se taire, se résoudre à la fuite, au silence, quand ce n'est pas à l'exil.

Ces événements tragiques mettent une nouvelle fois à l'ordre du jour la nécessité d'abroger le Code de la famille qui ravale les femmes au statut de sous-citoyennes et cultive dans les esprits un obscurantisme d'un autre âge. L'Etat algérien a failli à sa première mission qui est d'assurer la sécurité de ses citoyens et citoyennes.

L'Initiative Féministe Européenne IFE-EFI est aux cotés des féministes algériennes pour appeler toutes les forces démocratiques à manifester leur solidarité avec les femmes de Hassi-Messaoud et exiger : la cessation du climat de terreur qui règne contre les femmes à Hassi-Messaoud et la fin de toutes les exactions, la mise en place d'une protection immédiate et exceptionnelle pour garantir la sécurité, l'intégrité physique de ces femmes et leur droit au travail, la reconnaissance publique par les autorités locales et territoriales des actes de terrorisme dont elles sont victimes, la mise en place de poursuites judiciaires contre tous ceux qui ont été confondus de crimes à leur rencontre, la mise en œuvre d'une procédure de justice destinée à mettre un terme à l'impunité des actes de vandalisme et de terrorisme.

La Coordination Européenne de l'IFE-EFI - 15 avril 2010

3 - Le Vatican, de très mauvaise foi, attribue ses violences aux homosexuels - Act Up

Le secrétaire d'Etat du Vatican, Tarcisio Bertone, a déclaré sur une radio chilienne qu'il existait un lien entre homosexualité et pédophilie. Il invoque des études « de nombreux psychiatres et psychologues » et cite une source fiable : « On me l'a dit récemment. ».

Qui ? Le Reader's Digest dans son numéro spécial sur Christine Boutin et Xavier Dor ? Tony Anatrella ? Dieu, après quelques verres de vins de messe de trop ?

Non seulement le Vatican n'est pas capable de faire la différence entre une relation sexuelle librement consentie entre personnes de même sexe, et un abus sexuel; mais il faut en plus que la hiérarchie catholique fasse étalage de cette ignorance feinte, dans l'unique but d'insulter les homosexuels, et, au passage, les victimes d'abus.

Cette nouvelle tentative de détourner l'attention des affaires de pédophilie touchant l'Église catholique est vraiment minable.

Il est grand temps que chacunE, catholique ou non, cesse de prêter le moindre crédit aux délires des représentants hiérarchiques de cette religion en matière de sexualité. Des délires qui ont déjà fait trop de dégâts, en matière d'abus sexuels, en matière de grossesses non désirées, en matière de propagation du sida.

Contact presse : Audrey Grelombe / 06 25 47 91 36

4 - A quelques semaines de l'Idaho, la hiérarchie catholique s'enfoncé dans la haine homophobe ! - Centre LGBT Paris I-d-F

Ça ne pouvait pas mieux tomber, le thème de l'IDAHO, journée mondiale de lutte contre l'homophobie du 17 mai, est cette année : « Religions et homosexualité » !

L'église catholique, non contente de défrayer la chronique avec des scandales pédophiles successifs, ne trouve rien de mieux pour tenter de se disculper que d'invoquer l'homosexualité des pédophiles ! Les déclarations du Cardinal Bertone, secrétaire d'Etat du Vatican en visite au Chili, relèvent de la diffamation homophobe. Il considère que la pédophilie des prêtres est une conséquence de leur homosexualité et non de leur célibat.

Que le célibat ne soit pas la raison de la pédophilie des prêtres, c'est tout à fait possible ; pourquoi leur vœu de chasteté devrait-il les pousser à s'intéresser plus aux enfants qu'aux adultes ? Ce qui est certain en revanche et chacun le sait, la hiérarchie catholique également, c'est que la pédophilie n'a rien à voir avec l'orientation sexuelle. Si des pédophiles s'attaquent aux enfants d'un des sexes plutôt qu'à l'autre, beaucoup s'en prennent aux enfants des deux sexes ; des pédophiles sont hétérosexuels et d'autres homosexuels ; beaucoup d'entre eux sont de bons pères de famille.

Aucun argument scientifique digne de ce nom ne lie plus spécifiquement homosexualité et pédophilie ; l'homosexualité est une orientation sexuelle, la pédophilie est une pathologie criminelle, elles n'ont rien de commun.

Pourtant, en déclarant : "De nombreux psychologues et psychiatres ont démontré qu'il n'y avait aucun lien entre le célibat et la pédophilie et beaucoup d'autres, m'a-t-on dit récemment, qu'il y avait une relation entre l'homosexualité et la pédophilie. Cette pathologie touche toutes les catégories de gens, et les prêtres à un moindre degré si l'on regarde les pourcentages" ; le numéro deux de la hiérarchie catholique choisit de stigmatiser l'homosexualité. Il fait fi des fillettes abusées, des nombreuses liaisons et même grossesses hors mariage impliquant des mineurs, également des nombreux scandales de fœtus avortés.

La hiérarchie catholique tente de détourner l'attention et de fédérer l'opinion publique contre un ennemi commun : l'homosexualité. Les juifs et les francs-maçons n'ont pas suffi, le complot contre l'église catholique est désormais également ourdi par les homosexuels !

Il semble que le Vatican soit bien mal engagé pour résoudre comme il se doit ces lamentables affaires de pédophilie en son sein !

A l'occasion de l'IDAHO, nous organiserons des rencontres avec les représentants des religions. Nous apprécierions que d'ici-là, ils condamnent très clairement de tels propos qui ne sont basés sur aucun fait scientifique et, au contraire, relèvent de la diffamation, constituent même une incitation à la haine homophobe. Les responsables religieux ne se doivent-ils pas d'être exemplaires de toute manipulation ? Responsables et dignes, ne devraient-ils pas s'engager en faveur d'un règlement loyal du problème de la pédophilie en leur sein et pour une acceptation sans condition de l'homosexualité qui n'est ni une pathologie, ni un délit ?

Christine Le Doaré, présidente du Centre LGBT Paris I-d-F

5 - Halte aux stigmatisations homophobes - Communiqué PS

Les propos du cardinal Tarcisio Bertone, secrétaire d'Etat du Vatican, évoquant une relation entre l'homosexualité et la pédophilie sont inacceptables. Ces propos révèlent l'affolant obscurantisme et l'insupportable corporatisme d'une partie des responsables religieux, face aux affaires de pédophilie au sein de l'Eglise.

Cette stigmatisation des personnes homosexuelles est une expression de plus de l'intolérance, des injustices, des discriminations et des violences que subissent encore régulièrement ces derniers, en raison de leur orientation sexuelle.

Non, l'homosexualité n'est pas une pathologie qu'il faudrait soigner, ni une infraction qu'il faudrait prévenir ou punir.

Dans de nombreux pays, les relations affectives et sexuelles entre personnes de mêmes sexes ne sont pas acceptées, voire réprimées. Il est temps de faire évoluer le droit français afin de garantir l'égalité entre les citoyen-nes et d'empêcher toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. En attendant, le Parti socialiste condamne fermement les propos du numéro deux de la hiérarchie catholique.

6 - Mix-Cité Rennes ; appel à témoignages : « Et toi, ça s'est passé comment, quand tu l'as dit ? »

Le coming out, contraction de l'expression coming out of the closet (littéralement : «sortir du placard») désigne principalement l'annonce volontaire d'une orientation sexuelle ou d'une identité de genre. Le coming out peut se faire dans un ou plusieurs milieux : la famille (proche/éloignée), les ami-e-s, les collègues de travail, les voisin-e-s, le corps médical etc.

A l'occasion de la journée mondiale contre l'homophobie (17 mai 2010) et de la Marche des Fiertés (12 juin 2010) nous souhaitons nous arrêter sur le coming out des lesbiennes. Du fait de la double discrimination subie par les lesbiennes, en tant que femmes et en tant qu'homosexuelles, quelles sont les spécificités de nos coming-out ? Le drame de Béziers, survenu le 3 mars dernier, une jeune femme violée de manière très barbare suite à l'annonce de son homosexualité, laisse entrevoir les réponses violentes qui peuvent être faites aux lesbiennes qui se découvrent. Mais ce moment peut également bien se passer... Nous vous proposons d'en témoigner, par écrit ou sur support vidéo ou son ou dessin, ou tout autre moyen : « Et toi, ça s'est passé comment quand tu l'as dit ? », en décrivant, de manière anonyme si vous le souhaitez, à quel âge vous avez fait votre/vos coming out, en quelle année c'était, à qui, dans quel contexte, si cela s'est passé en une fois ou plusieurs, combien de temps avez-vous entre votre décision de le dire et la formulation concrète, si c'était volontaire ou contraint (par exemple au travail ou dans le cadre de démarches administratives), quelles étaient les réactions, quels ont été vos ressentis etc. A l'occasion de la Marche des fiertés, nous ferons une lecture/diffusion des témoignages recueillis (lecture préparée avec l'aide d'une metteuse en scène) et proposerons ensuite une discussion libre sur le sujet. Nous vous garantissons l'anonymat. Si vous souhaitez vous-même lire votre témoignage, ou le témoignage d'une autre femme n'hésitez pas à le préciser.

Nous souhaitons que ce travail soit un point de départ pour une véritable réflexion de fond sur la problématique du coming out des lesbiennes et de la lesbophobie. Merci de nous préciser si vous voulez ou pas être recontactée pour la suite du travail.

Merci d'adresser vos témoignages jusqu'au 31 mai 2010 à :

<mailto:mixciterennes@yahoo.fr>>mixciterennes@yahoo.fr ou Mix-Cité Rennes c/o MJC La Paillette
rue du Pré de Bris 35000 RENNES

COLLOQUES, RÉUNIONS, MEETING...

7 - Femmes Égalité organise une tournée en France

Les femmes des milieux populaires, au Burkina Faso, en Équateur, en France sont les premières victimes de la pauvreté, subissent le travail précaire, sont dans l'impossibilité de se soigner, pour les unes, et ce droit devient inabordable pour les autres...

Elles s'organisent, mettent en avant leurs revendications propres, se mêlent de politique et s'imposent dans les luttes de toutes et de tous pour le progrès social.

Initiative unique du 7 au 24 avril, Égalité organise une tournée en France : Réunions publiques, rencontres, repas..., pour échanger nos expériences de luttes, pour connaître la situation des femmes dans ces pays

A Paris, ce sera le vendredi 23 avril de 18h30 à 21h30 au Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre 75015 Paris, M° Motte Piquet Grenelle. Avec la participation de Tarra Nacanabo, présidente de Kebayina, Elena Abad, présidente de la Confemec et Ana Azaria, présidente d'Egalité

Interventions - Débat ; Film sur KEBAYINA ; Diaporama de la CONFEMEC ; Expositions, Artisanat, Table de presse. Un verre de l'amitié sera servi à la fin de l'activité

Participation aux frais 3€

8 - Colloque : Quarante ans de pratiques féministes en Île-de-France

Colloque organisé par Françoise Flamant, Éliane Viennot, Joëlle Wiels & Anne Zelensky à l'Auditorium de la Grande Galerie de l'évolution, 36 rue Geoffroy Saint Hilaire, Jardin des Plantes, M° Austerlitz, Monge, Censier ou Jussieu

Le Mouvement de Libération des femmes fête cette année son quarantième anniversaire. Bien que la presse l'ait souvent déclaré mort, il n'a jamais quitté le terrain politique, social et culturel de ces quatre décennies. Il n'a jamais cessé d'ouvrir de nouveaux chantiers de lutte ou d'émancipation dans la société française, d'y impulser des changements, de transformer la vie de millions de femmes et d'hommes.

Parmi les nombreuses célébrations qui marquent cette année, cette rencontre voudrait revenir sur les pratiques politiques mises en œuvre au cours de cette période. Que faisons-nous de si nouveau, en 1970 pour que certaines militantes aient pu intituler un numéro spécial de la revue Partisans « Libération des femmes, année zéro » ? De quoi rêvaient les féministes ? Qu'ont-elles inventé, expérimenté, réalisé ? Qu'est-ce qui s'est transmis, perdu, transformé, réinventé, inventé depuis cette époque ? Quatre tables rondes permettront d'évoquer quelques-unes de ces pratiques, leur émergence, leur relation avec le contexte où elles ont été élaborées, leur pérennité, leur efficacité... Chacune verra intervenir des militantes des différentes périodes. Animées par les responsables du colloque et par de jeunes chercheuses spécialisées dans les études de genre, chacune sera suivie d'échanges avec le public.

9h00-9h30 : Accueil et ouverture : Évelyne Peyre (CNRS-MNHN, IEC), Françoise Flamant & Anne Zelensky

9h30-11h00 : Table ronde 1 : Les lieux du féminisme

Intervenantes : Catherine Kriegel (Groupe de Liaison et d'Information Femmes Enfants, Glife, 1974-1976), Nicole Genoux (Maison des Femmes de Paris, 1981-), Annie Sugier (premier refuge pour femmes battues Flora Tristan, 1978-), Viviane Monnier (Espace solidarité Halte aux femmes battues, 1995-), Evelyne Rochedereux (communautés de la rue Blomet et de Montgeron, années 70)

11h15-12h45 : Table ronde 2 : Informations, média et veille féministes

Intervenantes : Cathy Berheim (journaux féministes, années 70), Danielle Prévôt (les Répondeuses, 1978-1984), Caroline de Haas (Osez le féminisme, 2009-), Eliane Viennot (librairie Carabosses, 1978-1986), Christine Lemoine/Catherine Florian (librairie Violette & Co, 2004-), Michèle Revel (Éditions Tierce, 1977-1994), Oristelle Bonis (collection «Bibliothèque du féminisme» de L'Harmattan, 1995-)

14h00-15h30 • Table ronde 3 : Les modes d'actions féministes

Intervenantes : Simone Iff (Mouvement Français pour le Planning familial, MFPPF, 1956-), Suzy Rojzman (Collectif national pour les Droits des Femmes, CNDF, 1996-), Emmanuelle Latour (Observatoire de la parité, 1995-), Josy Thibaut (Mouvement de Libération des Femmes, MLF, 1970-), Corentine (La Barbe, 2008-).

15h45-17h15 • Table ronde 4 : Féminisme et manifestations culturelles

Intervenantes : Jackie Buet (Festival international de films de femmes de Créteil, 1978-), Nicole Fernandez Ferrer (Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, 1982-), Michèle Larrouy (Mouvements de presse des années 1970 à nos jours, luttes féministes et lesbiennes, ARCL, 2009, collab.), Elisabeth Lebovici (/Femmes artistes, artistes femmes, Hazan, 2007, collab.), Nicole Savey (Les Voix rebelles).

17h15-17h30 • Conclusions* : Annie Metz (Bibliothèque Marguerite Durand)

17h30-17h45 • Les Voix rebelles : chansons !

LECTURES, CINÉMA, SORTIES

9 - N° 2 du magazine "Les Poupées en Pantalon"

Les Poupées vous annoncent la sortie du numéro 2 de notre magazine "Les Poupées en Pantalon". Pour célébrer dignement cet événement, nous vous invitons à un apéro qui aura lieu le 22 avril 2010 à 20h30 au bar le Chariot, Rue de l'Abreuvoir à Strasbourg.

Nous espérons vous y voir, ce sera l'occasion de découvrir le magazine et d'en discuter autour d'une (ou plusieurs...) bières.

Commande à l'adresse postale : Les Poupées en Pantalon, 12 Rue de Wissembourg, 67 000 Strasbourg

Commande du magazine via notre adresse e-mail : contact@lespoupeesenpantalon.fr

Pour celles et ceux qui sont branchés paiements en ligne, nous vous enverrons un RIB numérisé.

Prix du magazine: 3 € + Frais de port: 2 €

L'adresse de notre nouveau blog : <http://lespoupeesenpantalon.blogspot.com/>

10 - Soirée-gala au Cabaret Sauvage : "La Méditerranée des Femmes"

Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée vous invite à assister à sa soirée-gala le 7 Mai 2010 à 19h30 au Cabaret Sauvage, avec la participation à titre gracieux de Agnès Jaoui, Souad Massi, Angélique Ionatos et Katerina Fotinaki (dans un jardin de nuit), Biyouna, Lori La Armenia, Souad Belhadad, Compagnie pas d'ici, Samia Diar, Compagnie un Tour de Cirque, Salsa

L'ensemble des fonds collectés lors de la soirée-gala sera affecté aux projets qui ont pour objectif la lutte contre les violences faites aux femmes (déclarée en France grande cause nationale 2010).

La soirée commencera à 19h30 par un cocktail de bienvenue et une introduction de Wassila Tamzali et continuera dès 20h45 par un spectacle riche en couleurs où se mêlent humour, chants, chorégraphie, théâtre et arts du cirque.

Le Cabaret sauvage, Parc de la Villette : www.cabaretsauvage.com

Entrée par le 59 Bd Mac Donald, Paris 19ème - Métro Porte de la Villette ; Prix des Places : 30 euros ; Billetterie : FNAC, Ticketnet.fr, Digitick

A l'occasion de cette soirée, un jury prestigieux remettra les 3 premiers prix aux lauréat-es du concours photo «Méditerranée des femmes : sortir du quotidien», organisé entre le 22 Février et le 15 Avril 2010. Les 10 premières photos classées seront exposées.

Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée est le premier fonds d'aide à l'émancipation des femmes de la Méditerranée. Il a été créé en 2007, il a pour mission d'organiser des programmes en faveur de l'émancipation des femmes qu'elle soit d'ordre juridique (pour l'égalité des droits entre hommes et femmes), économique et politique (pour la reconnaissance et la valorisation de leur implication dans le développement de la société) ou sociale (pour l'accès à l'éducation, au travail, au contrôle des naissances, à la liberté de choisir sa vie...).

Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée a ouvert en juillet 2009 son programme de soutien aux projets élaborés par des femmes de la région :

- Renforcement des capacités des femmes par le réseau d'artisanat Res'sart (Algérie)
- Création de ponts entre des réseaux féministes des deux rives : Initiative Féministe Européenne et Forum des femmes arabes Aisha (France/Maghreb)
- Création de ponts au niveau local pour rassembler les femmes marginalisées : projet Jusur de l'association Kayan (Israël)
- Information et Documentation sur les Droits des Femmes : Voix de Femmes Marocaines (Maroc)
- Liberté de choisir sa vie : soutien aux activités de Aswat Palestinian Gay Women (Palestine)